



FÉDÉRATION NATIONALE
ÉQUIPEMENT
ENVIRONNEMENT

ANALYSER ET COMPRENDRE
LES SYSTÈMES
POUR LES COMBATTRE

ce qui se joue
pour nos métiers

Extrême droite - programme, exemples, droits

#3 - 22 avril 2026

IMPULSION

Bulletin d'information des agents des ministères chargés de
l'écologie, des transports, du logement et des relations avec les
collectivités territoriales

Fédération Nationale de l'Équipement et de l'Environnement - CGT

Directeur de publication Ivan Candé
Directeur de la rédaction Benjamin Briant
Conception et réalisation Arnaud Laffon

Ont participé à la rédaction de ce numéro :
Ivan Candé - Benjamin Briant - Claude Lerouge

Contact : fnee@equipement.cgt.fr

Site : www.fnee-cgt.fr

Impression : Rivet Presse édition SARL

SIRET : 405 377 979 00019

BP 15577

24 rue Claude-Henri Gorceix

87022 Limoges Cedex 9



FÉDÉRATION NATIONALE
ÉQUIPEMENT
ENVIRONNEMENT

IMPULSION

Sommaire

Éditorial	page 7
Où en est-on	page 9
Ce que prévoient les programmes	page 15
Quand l'extrême droite gouverne	page 21
Des collègues qui parlent	page 29
Questions qu'on se pose	page 33
Ce que dit le droit	page 41
Pour aller plus loin	page 47



ÉDITORIAL

Ce qui se joue pour nos métiers

Dans les services, on évite souvent le sujet. Trop politique. Trop clivant. Chacun ses opinions. Et pourtant, ce qui se décide dans les mois qui viennent nous concerne directement.

22 mars 2026 — Résultats des municipales

L'extrême droite dirige désormais 62 communes — soit trois fois plus qu'en 2020. Pour la première fois, elle a conquis une ville de l'importance de Nice. Elle a fait basculer des villes moyennes de toutes les régions : Carcassonne, Agde, Montargis, La Flèche, Carpentras, Orange, Liévin, Saint-Avoid.

L'échéance présidentielle de 2027 est dans un an. Et pour la première fois, des programmes

qui prévoient explicitement la suppression de structures comme les nôtres, la remise en cause du statut et l'abandon des missions qui sont le cœur de notre travail ont une chance réelle de s'appliquer.

Ce numéro d'Impulsion n'est pas un tract. Nous ne vous dirons pas pour qui voter — ce n'est pas notre rôle, et nous respectons la liberté de chacun.

Mais nous avons un devoir d'information. Les agents des ministères de la Transition écologique et de l'Aménagement du territoire sont directement concernés par ce qui se prépare. Les DDT, les DREAL, les agences de l'eau, l'OFB : ces structures apparaissent nommément dans les programmes de l'extrême droite — pas pour être renforcées.

Ce dossier met les éléments sur la table. Ce que prévoient les programmes. Ce qui se passe dans les pays où l'extrême droite gouverne déjà. Ce que disent des collègues — avec des avis différents, parfois opposés. Ce que dit le droit sur nos protections.

Certains trouveront qu'on en fait trop. D'autres qu'on n'en fait pas assez. D'autres encore que la fédération n'a pas à parler de ça. Ces trois positions existent dans nos services. Ce dossier ne prétend pas les trancher.

Ce que nous pensons, c'est qu'il vaut mieux savoir que ne pas savoir. Et que le silence n'a jamais protégé personne.

Lisez. Discutez si vous en avez envie. Faites-vous votre propre idée.

Ivan Candé

Secrétaire général de la FNEE-CGT

Où en est-on ?

panorama électoral 2024-2027

Avant d'examiner les programmes, un état des lieux. Où en est l'extrême droite en France aujourd'hui ?

Et dans nos propres services — comment évolue le vote des agents publics ? Ces données ne sont pas là pour alarmer : elles sont là pour situer.

Une progression sur quarante ans

La progression de l'extrême droite en France n'est pas un phénomène récent. Elle s'étale sur quatre décennies, avec des reflux, mais une tendance de fond qui ne s'est jamais vraiment inversée.

1984

10 %

Première représentation significative du Front national aux élections européennes

2002

16,9 %

Jean-Marie Le Pen au second tour de la présidentielle — mobilisation massive

2017

33,9 %

Marine Le Pen au second tour — écart de 32 points avec Macron

2022

41,5 %

Marine Le Pen au second tour — écart réduit à 17 points

2024

+30 %

RN et alliés en tête aux élections européennes — 88 députés à l'Assemblée nationale

2026

62 communes

Municipales de mars : ×3 par rapport à 2020 — Nice, villes moyennes de toutes les régions

Cette progression n'est pas linéaire — elle a connu des reflux. Mais la tendance de fond est indiscutable. L'extrême droite a conquis un électorat qui dépasse désormais largement son noyau historique et a normalisé ses thèmes dans le débat public. Les fronts républicains des scrutins passés ont fonctionné — en 2002, en 2017, en 2022 — mais leur efficacité s'érode à chaque élection. Rien ne garantit qu'ils fonctionneront indéfiniment.

Le vote dans la fonction publique : une rupture

Pendant longtemps, la fonction publique a constitué un rempart relatif contre le vote pour l'extrême droite. Cette réalité a changé.

Lors du second tour des législatives de 2024, le soutien à l'extrême droite dans la fonction publique atteint environ 42 % — un niveau comparable à celui du secteur privé. C'est une rupture majeure avec les décennies précédentes. Entre 2017 et 2022, la hausse a été régulière dans toutes les catégories hiérarchiques.



Source : analyse des résultats électoraux 2017–2022, sondage BVA mai 2023.

Tout en dénonçant « le système » et « l'État profond », l'extrême droite s'appuie sur des hauts fonctionnaires pour élaborer ses programmes et tente de s'approprier les rouages de l'administration. Cette contradiction mérite d'être connue : elle dit quelque chose sur la réalité du projet.

Comprendre le malaise

La progression du vote pour l'extrême droite dans la fonction publique n'est pas inexplicable. Elle s'inscrit dans un contexte de dégradation réelle des conditions de travail et de dévalorisation des métiers publics.

88 %

des fonctionnaires sont fiers de leur mission

85 % se sentent utiles à la société.

Sondage BVA, mai 2023.

Et pourtant :

Des années de gel du point d'indice, de réformes managériales et de sous-effectifs chroniques ont alimenté un sentiment de ne pas être entendus ni respectés.

Ce malaise est réel. Il est légitime. Et c'est lui — pas l'adhésion aux idées de l'extrême droite — qui explique en grande partie l'évolution du vote.

L'extrême droite ne propose pourtant aucune perspective positive pour le service public et ses agents, d'après l'analyse de ses programmes. Elle capte une colère qu'elle ne résoudrait pas — et qu'elle aggraverait. C'est ce que le reste de ce dossier documente.

Les échéances qui viennent

Les élections municipales de mars 2026 sont derrière nous. Deux échéances nationales majeures s'annoncent.

ÉCHÉANCE	CE QUI SE JOUE	POUR NOS MINISTÈRES
Septembre 2026	Elections sénatoriales – les maires élus en mars fournissent des grands électeurs	Le RN vise un groupe au Sénat – 3 000 conseillers municipaux nouvellement élus y contribuent
Avril–mai 2027	Election présidentielle – échéance décisive pour l'ensemble des politiques publiques	Nos ministères travaillent quotidiennement avec les collectivités : un changement de cap national modifie profondément nos missions et nos structures
Juin 2027	Elections législatives – la majorité parlementaire conditionne l'application des programmes	Une majorité ordinaire suffit à modifier le statut de la fonction publique – sans révision constitutionnelle

Ce que prévoient les programmes

analyse documentée — sources : programmes 2022 et 2024,

Les programmes politiques sont des documents publics. Ils disent ce que leurs auteurs prévoient de faire. Ce qui suit s'appuie sur le programme présidentiel de l'extrême droite en 2022, son programme pour les législatives de 2024 et ses positions au Parlement national et européen. Ce n'est pas une interprétation : c'est une lecture.

La fonction publique

La fonction publique occupe une place centrale dans le discours de l'extrême droite. Elle est présentée tantôt comme un « mammouth à dégraisser », tantôt comme un vivier d'agents hostiles. Dans les deux cas, la conclusion programmatique est la même : réduire, contractualiser, individualiser.

La mécanique est simple. En promettant de nombreuses réductions fiscales — suppression de l'impôt sur le revenu pour les moins de 30 ans, baisse des impôts de production, sur la transmission du patrimoine — et en refusant de taxer les plus riches, les programmes de l'extrême droite conduisent mécaniquement à une réduction de la sphère publique. Moins de recettes, moins de postes, moins de services.

SITUATION ACTUELLE	CE QUE PRÉVOIENT LES PROGRAMMES	CE QUE ÇA CHANGE POUR NOS AGENTS
Emploi statutaire — garantie de l'emploi, protection contre le licenciement arbitraire	Suppression du statut pour les nouvelles recrues, développement massif de la contractualisation, licenciements facilités	Les agents recrutés après la réforme perdent la garantie de l'emploi. Un fonctionnaire n'a pas droit au chômage : sans statut, aucun filet.
Grilles indiciaires, avancement garanti à l'ancienneté	Individualisation des rémunérations, part variable liée au « mérite », remise en cause de l'avancement automatique	Dépendance accrue vis-à-vis de l'évaluation hiérarchique. Fin de la prévisibilité salariale.
Droit de grève, liberté syndicale, négociation collective	Restrictions du droit de grève, affaiblissement des syndicats, multiplication des services minimums	Capacité collective à défendre ses conditions de travail réduite. Les droits restent formellement, vidés de leur substance.
Missions de service public universel sur tout le territoire	Recentrage sur les fonctions régaliennes (sécurité, justice, armée) — tout le reste qualifié de « bureaucratie »	Nos ministères — transition écologique, aménagement, agences de l'eau, OFB — sont explicitement dans la seconde catégorie.

Les chiffres évoqués dans les programmes prévoient des suppressions massives de postes dans la fonction publique d'État. Nos ministères seraient en première ligne — leurs missions étant régulièrement qualifiées de « bureaucratie punitive ».

La transition écologique et nos missions

En 2026, Jordan Bardella déclarait au World Impact Summit : « L'écologie, c'est d'abord l'amour du beau. » La formule est esthétique. Le programme, lui, est précis.

De manière générale, l'extrême droite propose de remplacer « l'écologie punitive » par une « écologie du bon sens » : en supprimant le cadre réglementaire, les normes, les aides financières aux transitions. Ce que nos agents font au quotidien est visé dans chaque domaine.

Sur les énergies

Le RN se positionne historiquement contre le renouvelable, avec un moratoire, voire un démantèlement de l'existant. Il prône un mix énergétique reposant sur le nucléaire et les énergies fossiles, et s'oppose à toute mesure de sobriété. Il souhaite rendre les énergies fossiles abondantes et peu chères en baissant leur taux de TVA.

Sur le logement

Le programme ne contient rien sur l'efficacité énergétique des logements et entend lever les interdictions liées au diagnostic de performance énergétique. Le projet de prêt à taux zéro est conditionné à être en couple hétérosexuel, jeune, et que l'un des membres soit de nationalité française.

Sur les mobilités

Le programme axe tout sur la voiture thermique : baisse de la TVA sur les carburants (de 20 % à 5,5 %), baisse des péages. Sur le train, aucune proposition

concrète d'investissement dans les infrastructures n'est formulée. Les transports en commun du quotidien sont absents du programme.

Sur le changement climatique et la biodiversité

Le RN se dit « résolument opposé » à l'objectif de réduction de 90 % des émissions de gaz à effet de serre en 2040. Ses positions oscillent entre climato-scepticisme et relativisme sur le rôle de l'activité humaine. Dans tous les cas, les mesures d'adaptation et d'atténuation sont soit inexistantes, soit limitées à un technosolutionnisme sans financement.

Au niveau européen, le RN s'est systématiquement opposé aux mesures limitant l'effondrement de la biodiversité et encadrant l'agroindustrie. Jordan Bardella a rejeté en bloc les réglementations pour la restauration de la nature — au point que l'association L214 et la Fondation Brigitte Bardot ont qualifié son programme d'« inquiétant ».

Sur l'eau et les ressources

Le programme ne contient quasiment rien sur la gestion de l'eau, la réduction des déchets, ou l'enrayement du déclin des espèces. À l'exception d'un plan de rénovation du réseau de distribution de l'eau — sans moyen ni échéance précisée.

Ce que nos agents font chaque jour — instruire des permis, gérer la ressource en eau, protéger la biodiversité, planifier les mobilités — est qualifié de

« bureaucratie punitive » et promis à la déréglementation ou à la suppression.

L'aménagement du territoire

En matière d'aménagement du territoire, le programme se résume au repli de la fonction publique sur les missions régaliennes de sécurité. Les conséquences pour nos structures sont directes.

SITUATION ACTUELLE	CE QUE PRÉVOIENT LES PROGRAMMES	CE QUE ÇA CHANGE POUR NOS AGENTS
OFB — Office français de la biodiversité : 3 000 agents, surveillance des milieux, police de l'environnement	Suppression prévue dans les programmes — qualifié de « doublons bureaucratiques »	3 000 postes supprimés, missions de protection de la biodiversité abandonnées ou transférées sans moyens
ADEME — Agence de la transition écologique : financement des transitions, expertise, accompagnement des collectivités	Suppression des agences et établissements publics dans le domaine environnemental	Collectivités et entreprises privées de l'appui technique et financier pour leurs projets de transition
ZAN — Zéro Artificialisation Nette : objectif législatif de limitation de l'étalement urbain	Refus du ZAN, qualifié de contrainte bureaucratique bloquant la construction	Abandon de la planification territoriale à long terme — missions d'urbanisme de nos agents remises en cause
DDT et services déconcentrés : instruction des permis, appui aux collectivités, planification locale	Retour aux seules fonctions régaliennes — instruction des permis confiée aux communes	Suppression ou vidage de missions pour des milliers d'agents de catégorie B et C en DDT

Ce qui se passe déjà dans les communes

Plusieurs villes de plus de 10 000 habitants sont dirigées par des maires de l'extrême droite depuis plusieurs années. Les retours des agents territoriaux témoignent de pressions sur leur travail, d'un climat dégradé, de politiques réorientées. L'exemple de Perpignan est documenté.

Perpignan – en état d'alerte sécheresse continue depuis 2023

Les politiques menées par la municipalité RN de Perpignan sur les champs qui recoupent nos missions sont minimalistes, voire contre-productives, alors que la ville est en état d'alerte sécheresse continue depuis 2023. À part un festival annuel, du paillage des plantations municipales et une procession religieuse en l'honneur de Saint-Gaudérique vers la rivière de la Têt, rien n'a été réalisé ni pour l'alimentation en eau potable, ni pour les exploitants agricoles.

Le maire Louis Aliot était absent des réunions de la communauté urbaine et de la préfecture sur ce sujet.

Ce que les programmes prévoient pour l'ensemble du territoire, certaines municipalités l'appliquent déjà à leur échelle. L'abstention sur les enjeux environnementaux n'est pas un accident : elle reflète une vision dans laquelle ces missions n'ont pas lieu d'être.

Quand l'extrême droite gouverne

Ce qui s'est passé ailleurs

Du fascisme classique à l'autoritarisme compétitif

Les fascismes historiques détruisaient les syndicats en quelques semaines — par la violence physique, la dissolution légale, le remplacement immédiat par des structures dociles. Les régimes autoritaires contemporains procèdent autrement : ils ne suppriment pas, ils affaiblissent. Ils ne dissolvent pas, ils marginalisent. Ils ne censurent pas directement, ils achètent les médias, multiplient les recours judiciaires contre les journalistes, tarissent les financements des ONG.

Les politologues Steven Levitsky et Daniel Ziblatt ont théorisé ce processus sous le nom d'« érosion démocratique » : la démocratie ne meurt plus par coup d'État, elle meurt par coups de canif successifs,

chacun présenté comme une réforme technique ou un impératif d'efficacité. La séquence reste pourtant identique : affaiblir ce qui organise les travailleurs, contrôler ce qui informe les citoyens, soumettre ce qui juge les puissants, remplacer les fonctionnaires compétents par des loyaux.

Ce que les exemples qui suivent montrent, ce n'est donc pas qu'Orbán est Mussolini, ni que Trump est Hitler. C'est que des méthodes théorisées, partagées entre partis d'extrême droite à l'échelle internationale, produisent des résultats comparables – à un rythme plus lent, par des voies légales, mais avec les mêmes cibles prioritaires : les syndicats, la fonction publique indépendante, la presse libre.

Hongrie

Viktor Orbán au pouvoir depuis 2010

Au pouvoir depuis 2010, Viktor Orbán dispose depuis 2014 d'une super-majorité des deux tiers au Parlement. Il en a usé pour réécrire la Constitution, puis pour transformer méthodiquement l'ensemble des institutions hongroises.

Dans la fonction publique, des milliers de fonctionnaires ont été remplacés par des fidèles du Fidesz. L'attribution des contrats publics est devenue un instrument de fidélisation d'oligarques proches du pouvoir. Les syndicats ont été affaiblis par des réformes du droit du travail qui ont réduit les négociations collectives à leur plus simple expression.

Sur le terrain environnemental — qui concerne directement nos missions — le groupe « Patriotes pour l'Europe » lancé par Orbán au Parlement européen affiche l'objectif explicite d'alléger les normes environnementales. C'est le programme, écrit noir sur blanc.

Italie

Giorgia Meloni au pouvoir depuis octobre 2022

L'Italie offre l'exemple le plus récent et le plus documenté de ce que l'extrême droite fait quand elle dirige un grand pays européen.

Sur la fonction publique et les services sociaux, le gouvernement Meloni a supprimé le revenu de citoyenneté, privant deux millions d'Italiens parmi les plus précaires. Des coupes budgétaires ont touché les services publics, la santé, l'éducation. Un projet prévoit de repousser l'âge de la retraite des fonctionnaires à 70 ans.

Vis-à-vis des syndicats, la méthode est claire. En novembre 2024, la CGIL et l'UIL ont appelé à la grève générale contre le budget de rigueur du gouvernement. Le ministre Matteo Salvini a utilisé la loi pour réduire de moitié la durée légale du préavis de grève dans les transports. En parallèle, le pouvoir en place a favorisé la multiplication de petits syndicats non représentatifs, fragilisant les centrales existantes et les négociations collectives.

Argentine

Javier Milei au pouvoir depuis décembre 2023

Le cas argentin est le plus radical. En quelques mois, le président Milei a supprimé plus de 30 000 postes dans la fonction publique, avec un objectif annoncé de 70 000. Des ministères entiers ont disparu — dont celui des Infrastructures. Un « ministère de la Dérégulation » a été créé avec pour mission explicite de démanteler l'État. 85 % du personnel du ministère des Femmes, genres et diversités a été licencié.

En février 2026, le Sénat argentin a adopté une réforme du droit du travail facilitant les licenciements, réduisant les indemnités et limitant le droit de grève à 75 % de service minimum dans les secteurs essentiels. Le gouvernement a mis en place un numéro de téléphone public pour dénoncer « les syndicats qui te forcent à faire grève ». Les manifestations ont été réprimées par des gaz lacrymogènes, des balles en caoutchouc, des arrestations massives.

Les conséquences sociales sont documentées : près de 300 000 emplois formels perdus depuis décembre 2023, un taux de pauvreté qui a bondi à 57 % début 2024, des prix alimentaires en hausse de 40 % en un an.

États-Unis

Trump et le DOGE depuis janvier 2025

Dès son investiture, Donald Trump a créé le DOGE — Department of Government

Efficiency — piloté par le milliardaire Elon Musk, chargé de « moderniser » le gouvernement fédéral. En un an, selon Bloomberg, près de 317 000 agents fédéraux ont quitté leur poste. C'est la plus grande réduction de la fonction publique américaine depuis la Seconde Guerre mondiale.

Les méthodes combinent licenciements directs, non-renouvellement de contrats, pressions au départ — un programme de « démission différée » a été accepté par 75 000 agents — et suppression d'agences entières. Le dispositif dit « Schedule F » a supprimé les protections statutaires de dizaines de milliers de fonctionnaires occupant des postes liés à la politique publique, les rendant licenciables à discrétion.

Les cibles prioritaires parlent d'elles-mêmes pour les agents de nos ministères. La NOAA — en charge des océans, de la météo et du climat — a perdu 1 900 postes : c'est le pendant américain de nos DREAL et services environnementaux. L'EPA, l'agence de protection de l'environnement, et le ministère de l'Éducation ont subi des coupes de 25 à 50 % de leurs effectifs. Les agences ayant les taux les plus élevés de femmes et de minorités sont celles où les suppressions ont été les plus sévères.

Le résultat concret : des agents licenciés, puis réembauchés en urgence parce que les agences ne pouvaient plus assurer leurs missions essentielles, puis licenciés à nouveau. L'équipe entière chargée de l'aide énergétique aux ménages modestes a été licenciée — puis un agent a dû être réembauché pour distribuer 400 millions de dollars d'aide aux États. Le coût global de ces aller-retours est estimé à

135 milliards de dollars pour le contribuable américain.

Ce qui se passe aux États-Unis n'est pas un scénario de science-fiction pour nos ministères. C'est un programme en cours d'application, dont les méthodes sont transposables.

Des mécanismes qui se ressemblent

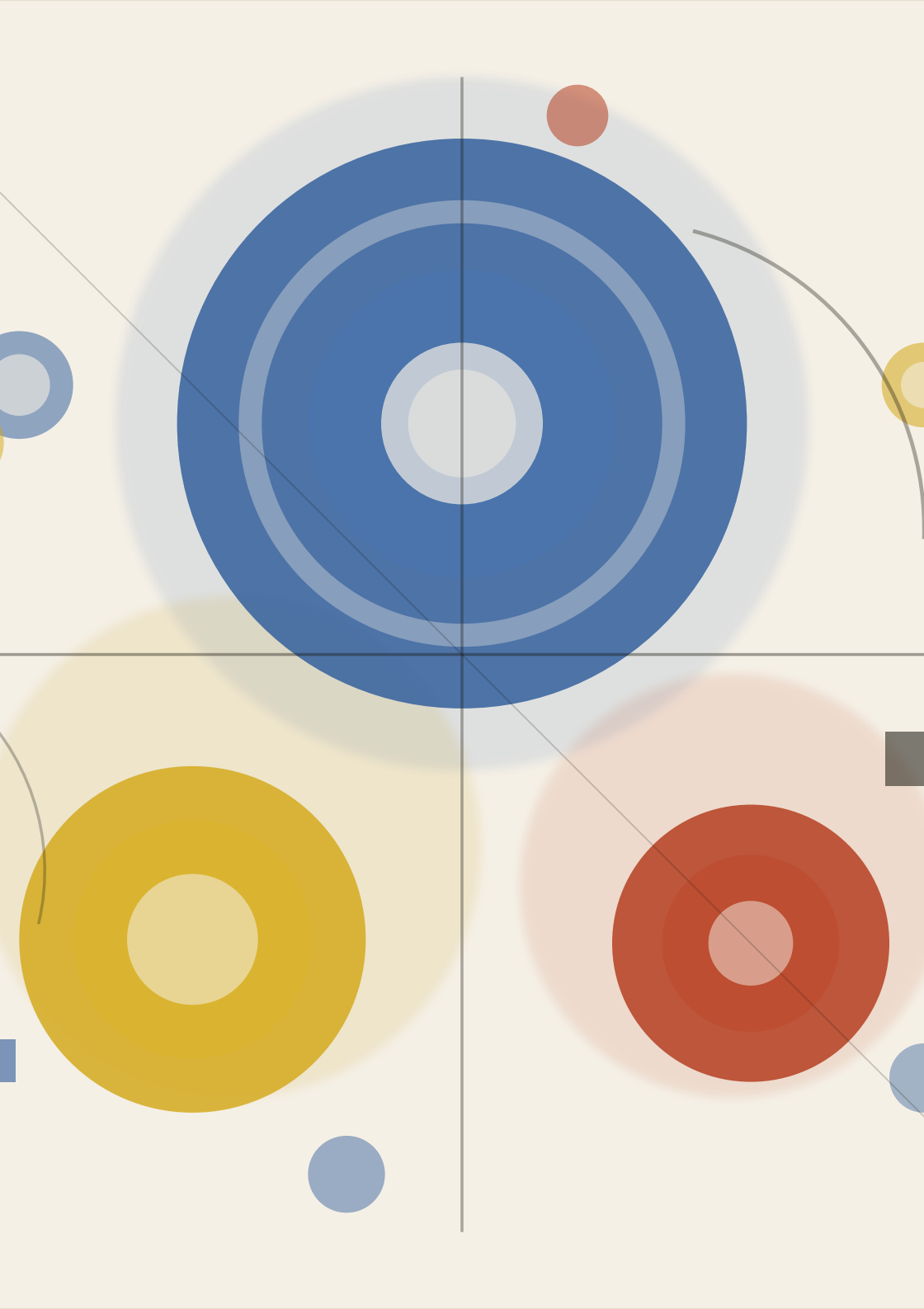
MÉCANISME	CE QUI SE PASSE	EXEMPLES
Syndicats	Affaiblissement légal, restrictions du droit de grève, syndicats maison favorisés	Italie : préavis réduit de moitié / Hongrie : négociations collectives marginalisées
Fonction publique	Licenciements massifs, nominations partisans, non-renouvellement de contrats	USA : 317 000 départs en un an / Argentine : 30 000+ postes supprimés en quelques mois
Médias	Rachat par des proches idéologiques, harcèlement judiciaire, tarissement des ONG	Hongrie : presse indépendante quasi éliminée / USA : coupes dans l'audiovisuel public
Environnement	Rejet de l'écologie, allègement des normes, suppression des agences spécialisées	USA : NOAA -1 900 postes, EPA -25% / Orbán : objectif explicite d'alléger les normes

Ces méthodes ne sont pas le fruit du hasard. Elles sont théorisées, partagées et adaptées au contexte national par ce qu'Ugo Palheta appelle une internationale de fait de l'extrême droite.

La Pologne : une leçon pour finir

Tout n'est pas écrit d'avance. Le parti Droit et Justice (PiS) a gouverné la Pologne pendant huit ans en appliquant exactement ces méthodes : mise au pas de la justice, contrôle des médias publics, politisation de l'administration. En octobre 2023, la mobilisation citoyenne et syndicale a conduit à l'alternance. La coalition démocratique l'a emporté.

Le mouvement syndical restait organisé. Le terrain était disputé. La mobilisation collective avait maintenu le terrain disputé.



Des collègues qui en parlent

six témoignages, six points de vue

Les témoignages qui suivent ont été recueillis auprès d'agents des ministères de la Transition écologique et de l'Aménagement du territoire, de différentes catégories, de différentes régions. Ils ne représentent pas un point de vue officiel — ni celui de la fédération, ni celui de leurs services. Ils disent ce que des collègues pensent, ressentent, observent. Certains se rejoignent. D'autres se contredisent. C'est voulu.

Sophie, 43 ans

Ingénieure en DREAL · Occitanie

Je travaille depuis douze ans sur les politiques de l'eau dans une DREAL. Quand j'entends des responsables politiques dire que les normes environnementales sont de la « bureaucratie punitive », je me demande s'ils ont la moindre idée de ce qu'on fait. Ce qui m'inquiète le plus, ce n'est pas de perdre mon poste. C'est de voir mon travail vidé de son sens.

Karim, 38 ans

Technicien en DDT · Grand Est

Je comprends que des collègues soient tentés par le vote protestataire. La colère est légitime. Mais je ne suis pas sûr qu'ils mesurent ce que ça signifierait concrètement pour nous.

Jérôme, 45 ans

Contrôleur des transports terrestres · Auvergne-Rhône-Alpes

Je vais être honnête : je ne sais plus pour qui voter. Ce que je sais, c'est que mon poste de contrôleur des transports, ça fait deux fois que j'entends dire que c'est de la bureaucratie inutile. Et ça, c'est pas le RN qui le dit en premier — c'est des ministres

de droite classique depuis quinze ans. Alors je comprends pas pourquoi on me demande de m'inquiéter maintenant.

Corinne

Agente en médiathèque, ville RN depuis 2020.

Quand la nouvelle équipe est arrivée, on nous a dit que tout continuerait normalement. Et puis les choses ont commencé à changer. On nous a demandé de rééquilibrer les acquisitions, de faire plus de place aux auteurs français. Des animations jeunesse ont été annulées. Le pire, c'est l'ambiance. On ne sait plus ce qu'on peut dire.

Patrick, 52 ans

Technicien en DREAL · Normandie

Je lis ce dossier, je comprends le raisonnement. Mais je ne suis pas sûr que ce soit le rôle du syndicat de me dire ce que je dois penser politiquement. Je fais la part des choses.

La stratégie syndicale de terrain

Amina K.

Secrétaire de section CGT en DREAL · 8 ans de militantisme

Quelle est votre approche avec des collègues qui envisagent de voter pour l'extrême droite ?

La clé, c'est d'être présent sur les vrais problèmes. Si le syndicat n'est visible que pour parler politique, on perd. Il faut être là sur les conditions de travail, sur les cas individuels. C'est ça qui crée la confiance. On ne commence jamais par les étiquettes — on commence par le poste, par le quotidien.

Qu'est-ce qui fonctionne dans les discussions avec les collègues ?

La plupart des gens ne sont pas convaincus par les idées de l'extrême droite. Ils sont en colère, ils se sentent abandonnés. Mais quand on discute vraiment, quand on part de ce qu'ils vivent — le sous-effectif, la perte de sens, les réorganisations — ça ouvre. Les arguments programmatiques viennent après, pas avant.

Un conseil pour les sections qui ne savent pas comment aborder le sujet ?

Ne pas moraliser. Jamais. Dès qu'on dit « tu as tort de penser ça », c'est perdu. On pose les faits, on montre ce que les programmes prévoient concrètement pour nos postes, et on laisse les collègues faire le chemin. Le collectif syndical, c'est une protection réelle — c'est ça le message.

Questions qu'on se pose

Réponses factuelles

Ces questions, beaucoup d'entre nous se les posent — dans les couloirs, en réunion de service, parfois sans oser les formuler à voix haute. Ce qui suit n'est pas un argumentaire pour convaincre. C'est une tentative de répondre honnêtement, en s'appuyant sur des faits documentés.

? Est-ce que l'extrême droite défend vraiment les agents publics ?

Les programmes distinguent les fonctions régaliennes — police, armée, justice — qu'ils entendent renforcer,

et tout le reste, présenté comme de la bureaucratie à dégraisser. Nos ministères — transition écologique, aménagement du territoire, agences de l'eau, OFB — sont explicitement dans la seconde catégorie.

Les suppressions de postes prévues sont chiffrées dans les programmes. Les DREAL et les DDT seraient en première ligne. Pour mémoire, un fonctionnaire ne cotise pas au chômage : sans statut, il n'a aucun filet de sécurité.

? Les normes environnementales, c'est vraiment contre les gens ordinaires ?

Ce que proposent les programmes de l'extrême droite, ce n'est pas une écologie plus juste — c'est l'absence d'écologie. Or ce sont les ménages les plus modestes qui souffriront le plus du dérèglement climatique : logements mal isolés, dépendance à la voiture, exposition aux inondations et aux canicules.

Supprimer les normes ne réduit pas la facture des ménages populaires. Ça transfère le coût de demain sur ceux qui ont le moins les moyens de l'absorber.

? Pourquoi la fédération parle de ça — c'est vraiment son rôle ?

Alerter sur des suppressions de postes dans nos services, documenter des attaques contre le statut, informer sur des restrictions du droit de grève : ce n'est pas de la politique partisane. C'est exactement le mandat syndical.

La défense des agents et la défense des conditions d'exercice du service public sont indissociables. Ce dossier ne dit pas pour qui voter. Il dit ce que les programmes prévoient pour nos métiers.

? Le statut de fonctionnaire, ça protège jusqu'où vraiment ?

Le statut de la fonction publique n'a pas valeur constitutionnelle. Une majorité parlementaire ordinaire suffit à le modifier — sans révision constitutionnelle, sans référendum.

Les libertés syndicales sont garanties par le Préambule de la Constitution de 1946 — mais on peut les vider de leur substance sans les supprimer formellement : multiplication des services minimums, allongement des préavis, sanctions administratives contre les militants exposés.

Ce n'est pas un scénario de science-fiction. C'est une possibilité juridique ouverte, que les exemples européens ont déjà illustrée.

? L'extrême droite d'aujourd'hui, c'est vraiment différent d'avant ?

Les méthodes de communication ont changé. La matrice idéologique, elle, n'a pas changé. Les historiens — Chapoutot, Palheta, Paxton — sont clairs sur ce point : la normalisation de surface ne modifie pas le fond programmatique.

Ce que l'extrême droite ferait au pouvoir, on peut le lire dans ses votes au Parlement

européen, dans la gestion des municipalités qu'elle dirige, dans les déclarations de ses responsables sur le statut, le droit de grève et l'écologie. Ces éléments sont documentés dans ce dossier.

? La gauche aussi a fait du mal aux agents — alors pourquoi s'inquiéter maintenant ?

Cette colère est légitime. Des années de gel du point d'indice, de réformes managériales, de dévalorisation des missions : le malaise des agents est réel et il a été alimenté par tous les gouvernements successifs.

Mais cette réalité n'est pas une raison de laisser le terrain libre à la seule force politique qui, programmatiquement, aggraverait la situation de façon irréversible — en supprimant le statut, en restreignant le droit de grève, en démantelant les missions de nos ministères. La déception d'hier ne change pas ce que prévoient les programmes d'aujourd'hui.

? Un vote protestataire peut-il vraiment changer les choses ?

La question mérite d'être posée sérieusement. Un vote de protestation suppose qu'il y ait un interlocuteur capable d'en tenir compte — et d'adapter sa politique en conséquence.

Dans tous les pays où l'extrême droite a gouverné, la première cible a été ce qui organisait la résistance : syndicats, presse indépendante, associations. Ce n'est pas une prédiction — c'est ce qui s'est passé en Hongrie, en Italie, en Argentine, aux États-

Unis. Le vote-signal change de sens quand celui à qui il est adressé n'a pas l'intention d'y répondre.

? Orbán et Meloni ont été élus — ça ne les légitime pas ?

Orbán a été élu. Il a ensuite réécrit la Constitution, remplacé des milliers de fonctionnaires par des fidèles de son parti, marginalisé les syndicats par une réforme du droit du travail, éliminé la presse indépendante.

En novembre 2024, la CGIL italienne et l'UIL ont appelé à la grève générale contre le budget de Meloni. Le ministre Salvini a utilisé la loi pour réduire de moitié la durée légale du préavis de grève dans les transports.

Être élu est une condition d'entrée en démocratie. Ce n'est pas un blanc-seing pour en défaire les institutions.



RETOUR D'EXPÉRIENCE

Une journée de formation contre les idées de l'extrême droite

Le 24 mars 2026, la CGT IGN organisait une journée d'étude contre les idées de l'extrême droite, ouverte à tous les agents — syndiqués ou non. Lise Soulier, militante CGT IGN et membre de la Commission exécutive, faisait partie des 21 participants. Elle revient sur ce qu'elle y a vécu.

Lise Soulier

Militante CGT IGN. Membre de la Commission exécutive. À l'IGN depuis 2023

Pourquoi avoir participé à cette journée ?

C'était à l'initiative de mon syndicat, et c'est un sujet qui nous taraude. C'est une question qui intéresse la Commission exécutive dont je fais partie, et qui m'intéresse aussi personnellement — en tant que citoyenne française, en tant que syndiquée, en tant que travailleuse.

Quel était le contenu de cette journée ?

C'était une formation articulée en quatre volets. Le premier revenait sur le rapport historique entre les syndicats et l'extrême droite — leur opposition de longue date. On a vu les différences entre l'extrême droite d'hier et celle d'aujourd'hui, dans les discours et les façons de fonctionner. On a aussi abordé les cibles de l'extrême droite — pas ses électeurs, mais ses cibles politiques. Et il y avait un atelier d'analyse de discours à partir d'un article parodique qui reprenait des idées qu'on retrouve souvent dans les discours d'extrême droite. Ça nous a permis de construire des argumentaires factuels, tout en portant nos valeurs syndicales.

Qu'est-ce qui vous a le plus marquée dans les échanges ?

J'ai vraiment apprécié le format : c'est de l'éducation populaire, dans le sens où ce sont les participants qui travaillent plus que le formateur. Mais ce qui m'a le plus marquée, c'est qu'on avait invité des gens qui ne sont pas syndiqués. On était 21, avec 4 personnes non syndiquées, et des agents de services un peu plus proches de la direction, qui sont venus quand même. Ça a permis des échanges très riches.

En quoi l'extrême droite est-elle pour vous un enjeu syndical, et pas seulement politique ?

Le syndicat, c'est politique. Et des syndicats comme la CGT ont été des cibles de l'extrême droite. Sous Vichy, l'une des premières choses qu'ils ont faites, c'est dissoudre les syndicats. En tant que travailleuse, en tant que salariée, je sais que l'extrême droite ne me sera pas du tout bénéfique.

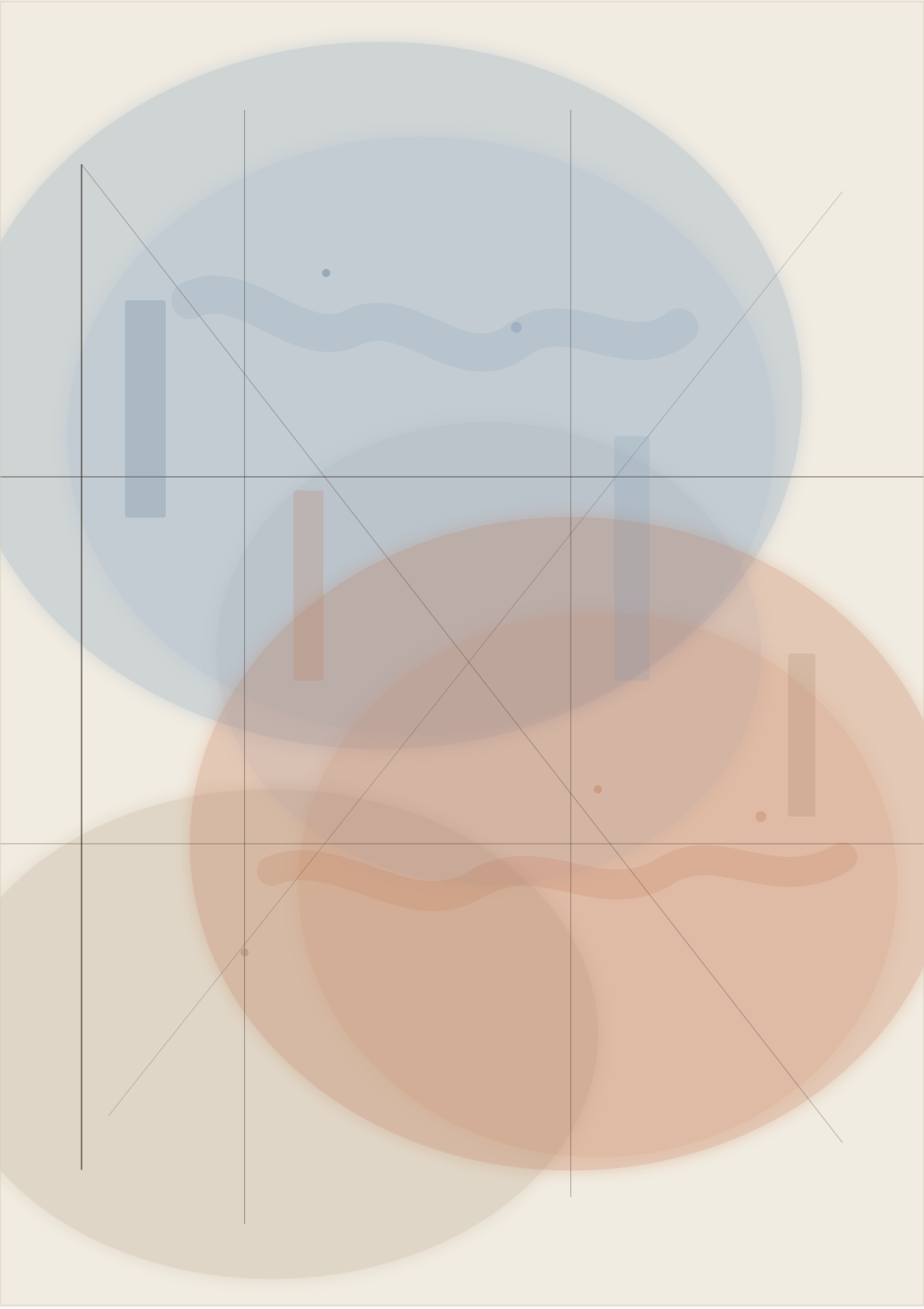
Qu'est-ce que cette journée a changé dans votre engagement ?

On a eu des idées en atelier pour aborder la question différemment avec les agents de l'IGN — par exemple, faire des heures d'information syndicale sur des points précis, comme ce que dit le RN sur les salaires. Des angles auxquels je n'avais pas nécessairement pensé. Ça nous a permis de réfléchir collectivement, de poser les choses ensemble. Je m'attendais à être un peu déprimée à la fin de la journée... pas du tout, au contraire.

« Pourquoi d'autres syndicats de la fédération auraient-ils intérêt à organiser ce type de journée ? »

C'est une formation qui peut intéresser vraiment tout le monde. On n'est pas obligé d'être syndiqué pour s'intéresser à ce sujet — c'est quelque chose qui nous concerne tous et toutes. Et vraiment, on ne s'ennuie pas. Il y a peut-être des gens qui ont peur de s'ennuyer ou de déprimer, mais pas du tout. C'est une manière de poser les choses ensemble, de réfléchir, et d'apprendre plein de choses.

Pour en savoir plus sur les formations disponibles dans la fédération, contactez votre section ou la fédération nationale : fd.equipement@cgt.fr



Ce que dit le droit

Protections réelles, limites réelles

Ce qui suit n'est pas un guide juridique. Pour toute situation individuelle, consultez votre section syndicale ou un conseiller. Ces éléments servent à situer — à savoir ce que le droit garantit réellement, et là où il ne garantit pas grand-chose.

Le statut de la fonction publique

Le statut général de la fonction publique, issu de la loi du 13 juillet 1983, organise les droits et obligations des fonctionnaires. Il représente une

protection réelle — mais elle a des limites précises qu'il vaut mieux connaître.

Statut général de la fonction publique — loi du 13 juillet 1983

CE QUE ÇA GARANTIT

Garantie de l'emploi pour les titulaires. Protection contre le licenciement arbitraire. Avancement à l'ancienneté. Droit à la formation. Égalité de traitement.

CE QUE ÇA NE GARANTIT PAS

Le statut n'a pas valeur constitutionnelle. Il peut être modifié par une loi ordinaire, sans révision constitutionnelle. Une majorité parlementaire simple suffit.

C'est la fragilité centrale. Contrairement aux droits garantis par la Constitution, le statut peut être réformé en profondeur par un gouvernement disposant d'une majorité à l'Assemblée nationale — en supprimant la garantie de l'emploi pour les nouvelles recrues, en développant la contractualisation, en individualisant les rémunérations. Sans qu'aucun verrou constitutionnel ne l'en empêche.

Le droit de grève et les libertés syndicales

Préambule de la Constitution de 1946 — valeur constitutionnelle

CE QUE ÇA GARANTIT

Le droit de grève est reconnu et garanti. La liberté syndicale est protégée. Ces droits ont

valeur constitutionnelle – ils ne peuvent pas être supprimés par une loi ordinaire.

CE QUE ÇA NE GARANTIT PAS

On peut en vider la substance sans les supprimer : extension des services minimums, allongement des délais de préavis, procédures administratives alourdies, sanctions contre les grévistes.

L'exemple italien est documenté dans ce dossier : le ministre Salvini n'a pas supprimé le droit de grève – il a réduit de moitié, par la loi, la durée du préavis obligatoire dans les transports. Formellement légal. Concrètement dissuasif.

Le droit de refus d'obéir – article 28

C'est l'une des protections les moins connues du statut. Elle mérite d'être connue, notamment dans un contexte où des pressions politiques sur l'administration sont documentées.

Article 28 du statut général de la fonction publique

Tout fonctionnaire, quel que soit son rang dans la hiérarchie, est responsable de l'exécution des tâches qui lui sont confiées. Il doit se conformer aux instructions de son supérieur hiérarchique, **sauf dans le cas où l'ordre donné est manifestement illégal et de nature à compromettre gravement un intérêt public.**

Deux conditions cumulatives pour pouvoir refuser :

- ① L'ordre est manifestement illégal

② Il est de nature à compromettre gravement un intérêt public

Exemples : instruction de discriminer des usagers selon leur nationalité, demande de falsifier un document officiel, ordre de ne pas appliquer une loi en vigueur.

Trois situations concrètes

Ces situations illustrent comment le droit s'applique — ou ne s'applique pas — dans des contextes proches de ceux que vivent les agents de nos ministères.

Agent de catégorie C en DDT

Instruction des permis de construire

Les DDT sont supprimées et l'instruction des permis est confiée aux communes. L'agent se retrouve sans poste d'accueil garanti. Il n'a pas cotisé au régime d'assurance chômage — le statut fonctionnaire l'en dispensait. Sans statut reconduit, il n'a pas de filet de sécurité.

Point juridique — Le statut garantit l'emploi des titulaires, pas le maintien d'un poste précis ni celui de la structure. En cas de suppression de corps, une procédure de reclassement doit être engagée — mais elle suppose qu'un poste équivalent existe. Ce n'est pas garanti.

Ingénieure de catégorie A en DREAL

Politiques environnementales et réglementaires

Sa hiérarchie lui demande d'instruire des dossiers en appliquant des critères qui contournent les normes environnementales en vigueur — au motif d'une circulaire ministérielle récente. Elle hésite à refuser.

Point juridique — L'article 28 peut s'appliquer si l'instruction est manifestement illégale et compromet gravement un intérêt public. Documenter, consulter son organisation syndicale, ne pas agir seul : ce sont les étapes à suivre avant tout refus formel.

Contractuel en agence de l'eau

Mission de surveillance des milieux aquatiques

L'agence est supprimée. Son contrat n'est pas renouvelé. Contrairement aux titulaires, il n'a pas de garantie de reclassement. Il ne peut pas non plus percevoir d'allocation chômage — les agents publics ne cotisent pas au régime général.

Point juridique — Les contractuels de la fonction publique ne bénéficient pas du statut de fonctionnaire. Leur protection dépend des termes de leur contrat et de leur ancienneté. En cas de non-renouvellement, le recours syndical est souvent la seule voie de contestation efficace.

Pour aller plus loin

Ressources, repères, contact

Ce dossier a posé des bases. Pour approfondir, voici une sélection courte — des repères chronologiques, quelques livres accessibles, des sites fiables. Pas une bibliographie exhaustive : un point de départ

Repères chronologiques

12 février 1934

Grève générale unitaire CGT-CGTU contre le fascisme en France

2 mai 1933

Les SA investissent les locaux syndicaux allemands — dissolution de tous les syndicats libres

1936

Victoire du Front populaire — congés payés, semaine de 40 heures

1940–1944

CGT dissoute par Vichy, reconstituée dans la clandestinité

21 avril 2002

Jean-Marie Le Pen au second tour — mobilisations massives

2010

Orbán au pouvoir en Hongrie — début de l'« érosion démocratique »

Octobre 2022

Giorgia Meloni au pouvoir en Italie

Octobre 2023

Alternance en Pologne — la mobilisation collective l'a emporté

Décembre 2023

Milei au pouvoir en Argentine — démantèlement de l'État

Janvier 2025

Trump revient au pouvoir — création du DOGE, purge de la FP fédérale

22 mars 2026

Municipales en France — l'extrême droite dirige 62 communes (×3 vs 2020)

Quatre livres pour aller plus loin

Johann Chapoutot — Les Irresponsables

Gallimard, 2025

Qui a porté Hitler au pouvoir ? Chapoutot démontre que ce sont les élites libérales-conservatrices — pas le peuple — qui ont choisi de mettre les fascistes au pouvoir pour casser la gauche et les syndicats. Un éclairage direct sur les mécanismes d'aujourd'hui.

Ugo Palheta — La Possibilité du fascisme

La Découverte, 2018

Une analyse des conditions structurelles qui rendent le fascisme possible en France aujourd'hui. Rompt avec deux illusions : « ça ne peut pas arriver ici » et « les gens qui votent mal ». Relie la défense du service public à la lutte contre l'autoritarisme.

Steven Levitsky & Daniel Ziblatt — La Mort des démocraties

Calmann-Lévy, 2018

Comment les démocraties meurent aujourd'hui — non par coup d'État mais par érosion légale progressive. Le cadre théorique qui explique Orbán, Trump, Meloni. Accessible et documenté.

Robert O. Paxton — Le Fascisme en action

Seuil, 2004

La référence historique sur ce qu'est le fascisme — pas une idéologie abstraite mais un ensemble de pratiques. Permet de comparer sans caricaturer.

Sites et ressources en ligne

Fondation Jean-Jaurès

jean-jaures.org

Analyses, études et notes sur l'extrême droite en France et en Europe — accès libre

Conspiracy Watch

conspiracywatch.info

Suivi des théories complotistes et des discours de désinformation — outil pédagogique

Touteurope.eu

touteurope.eu

Dossiers documentés sur la Hongrie, la Pologne, l'Italie — contexte européen

CGT confédération

cgt.fr

Publications, tracts et analyses de la confédération CGT

VISA

visa-isa.org

Veille et informations syndicales et associatives — suivi de l'extrême droite

Contact — Fédération Nationale CGT de l'Équipement et de l'Environnement

263, rue de Paris — Case 543 — 93515 Montreuil Cedex

fd.equipement@cgt.fr

Pour toute question, témoignage, ou demande de matériel relatif à ce dossier. Votre section syndicale locale reste le premier interlocuteur pour les situations individuelles.

